

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  
**22 juin 2010**

**LGV: Les Conseillers Généraux de Gironde vont-ils signer un chèque en blanc ?**

Lors de la prochaine séance plénière du Conseil Général de la Gironde, le jeudi 24 juin, le Président Philippe Madrelle doit proposer aux Conseillers Généraux l'approbation, dans la plus totale opacité, du protocole d'intention pour la réalisation de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique (Tours-Bordeaux, Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne).

Extrêmement surprises par le soutien apporté par le Président du Conseil Général de la Gironde aux projets qui menacent de dévaster le territoire du département et contre lesquels se sont élevés de nombreux élus, les associations réunies au sein de la Coordination Vigilance LGV dénoncent :

- qu'il soit demandé aux collectivités territoriales de s'engager sur des pourcentages de montants de travaux dont les estimations sont approximatives selon les propres termes de Philippe Madrelle
- que les représentants des partenaires au financement, Etat, Régions, Conseils Généraux, CUB et Communautés d'agglomération aient signé une charte de confidentialité portant sur toutes les informations relatives à la préparation du contrat de concession,
- que dans ces conditions, il soit demandé aux Conseillers Généraux de voter l'approbation d'un protocole dans l'ignorance des informations essentielles à la formation de leur jugement.
- que le Président Philippe Madrelle, et lui seul, soit proposé pour signer la convention, sans que les Conseillers Généraux n'aient plus à se prononcer, portant ainsi une grave atteinte à leur représentation démocratique.

C'est pourquoi les associations adressent une « LETTRE OUVERTE » à tous les Conseillers Généraux de la Gironde, leur demandant de refuser de signer ce protocole qui risque d'entraîner le département dans des difficultés financières sans précédent.

Contact Presse : Denise Cassou - Tél 05 56 62 99 57